



# ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 274

du 19 au 23 juin 1988

## POLITIQUE

L'URNG propose au gouvernement une trêve et l'ouverture du dialogue  
La proposition de l'URNG est jugée recevable  
Soulèvement militaire dans le Chimaltenango  
Les Etats-Unis renouvellent leur appui au gouvernement guatémaltèque  
Un fonctionnaire du département d'Etat en visite au Guatemala  
PSD : Le gouvernement de la DCG s'appuie sur l'armée  
Les militaires impliqués dans le coup d'Etat remis en liberté  
Scission au sein du parti gouvernemental  
Une agence de presse quitte le Guatemala  
Le conseiller du président impliqué dans des délits  
Le couvre-feu est imposé dans le Quiché

## ECONOMIE

Liberté des prix des produits de base  
Dette extérieure : 4 millions de dollars

## MOUVEMENT POPULAIRE

Les syndicats sont préoccupés par la situation nationale  
Manifestation contre la politique gouvernementale  
Licenciement massif dans une banque privée

## DROITS DE L'HOMME

Trois assassinats à Santa Rosa.



4° P 42315

## POLITIQUE

### L'URNG PROPOSE UNE TREVE ET L'OUVERTURE DU DIALOGUE AU GOUVERNEMENT

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a proposé au gouvernement du président Vinicio Cerezo une trêve de 90 jours, à dater du 1er juillet, portant sur toutes les opérations militaires. L'objectif est d'entamer des conversations directes et de haut niveau entre les deux parties et "de poser les bases, établir les accords garantissant la construction de la démocratie et l'intégration du mouvement révolutionnaire à ce processus".

Dans une lettre publiée le 17 juin, l'URNG demande la réalisation d'un dialogue national "institutionnalisé", qui n'exclue aucun des secteurs de la société guatémaltèque. Ce premier stade constitue "un point essentiel dans la construction de la démocratie, pour forger l'alliance la plus large entre les forces révolutionnaires, démocratiques, populaires, patriotiques, progressistes et humanitaires".

L'URNG propose que le cessez-le-feu soit contrôlé par la Commission nationale de réconciliation, par le gouvernement brésilien et par la commission formée lors de la réunion des ministres des Relations extérieures au Guatemala (Espagne, Allemagne fédérale et Canada). Enfin, l'URNG exige que soient discutées les formes de l'intégration des réfugiés et des zones de conflit au système de production nationale et que soient garantis leur vie et leurs droits.

### LA PROPOSITION DE L'URNG EST JUGEE RECEVABLE

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a fait savoir que le gouvernement guatémaltèque avait estimé "bonne et opportune" sa proposition de cessez-le-feu. Selon la secrétaire des relations publiques de la présidence, Claudia Arenas Bianchi, le gouvernement "voit d'un bon oeil" cette éventualité. C'est à la CNR de converser avec l'insurrection pour analyser sa volonté politique d'intégrer la vie politique légale.

D'après le ministre de la Défense, Hector Gramajo, l'armée n'a aucune opinion sur la proposition des insurgés.

### SOULEVEMENT MILITAIRE DANS LE CHIMALTENANGO

Selon le quotidien "El Grafico", un groupe d'officiers et de soldats de la zone militaire n° 3, basée dans la ville de Chimaltenango, s'est soulevé dans la nuit du 10 juin. Les troupes gouvernementales ont dû intervenir. Les affrontements ont été violents. On annonce la mort de sept soldats et de deux officiers ; le gouvernement n'a pas fait de déclaration à ce sujet.

Ce soulèvement serait le troisième depuis un mois ; il intervient deux jours après l'attaque des forces d'intervention spéciales par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, attaque qui a causé 150 pertes à l'armée.

### LES ETATS-UNIS RENOUVELLENT LEUR APPUI AU GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE

Dans un message de soutien adressé au gouvernement guatémaltèque, le secrétaire d'Etat nord-américain George Schultz signale que le gouvernement de son pays s'opposera à tous ceux qui dénie aux Guatémaltèques "le droit de choisir leur gouvernement et de déterminer leur futur". Il félicite les forces armées pour leur professionnalisme, leur loyauté et leur adhésion honorable à un principe de gouvernement civil constitutionnel".

De son côté, James Mitchel, ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala a déclaré que son gouvernement a la ferme intention d'aider le Guatemala dans son entreprise de consolidation et de renforcement de la démocratie". Ce pays représente pour les Etats-Unis "un grand espoir de rompre le cycle d'instabilité et de sous-développement".

Dans cette optique, le gouvernement du président Reagan appuiera particulièrement l'armée, en tant qu'institution "qui s'emploie à maintenir la démocratie" ; les Etats-Unis octroient 7 millions de dollars en 1988 au titre de l'aide militaire, soit deux millions de plus que l'année précédente.

#### UN FONCTIONNAIRE DU DEPARTEMENT D'ETAT EN VISITE AU GUATEMALA

L'ambassadeur Max Campelman, conseiller du département d'Etat des Etats-Unis s'est rendu au Guatemala le 13 juin dans le cadre d'une tournée en Amérique centrale.

Il est chargé par le président Ronald Reagan et par le secrétaire d'Etat George Schultz d'analyser "les problèmes communs" aux Etats-Unis et aux pays d'Amérique centrale.

Selon Campelman, le général Manuel Antonio Noriega, chef des forces de la Défense du Panama, représente "une plaie pour la région". Il souhaite que les Panaméens acceptent la médiation des présidents centraméricains pour trouver une solution à la crise interne de ce pays.

#### PSD : LE GOUVERNEMENT DE LA DCG S'APPUIE SUR L'ARMEE

Le 14 juin, lors d'un séminaire organisé par le Syndicat des travailleurs du ministère des Finances publiques, le dirigeant social-démocrate Eduardo Garcia Asturias a déclaré que le gouvernement de la Démocratie chrétienne guatémaltèque s'appuie sur la junte militaire. A la différence des armées étrangères, la hiérarchie militaire guatémaltèque ne veille pas seulement aux intérêts de l'oligarchie mais aussi à ses propres intérêts.

Selon le dirigeant du PSD, les Guatémaltèques ayant voté en 1985 pour la DCG attendaient des changements importants de la part de Vinicio Cerezo. Ils espéraient aussi la création d'un vaste mouvement de pluralité idéologique et politique, sans discrimination de classe ; ils ont été déçus. La défense du processus de démocratisation passe par le renforcement des organisations populaires et des partis, et non par les décisions prises par la caste militaire.

#### LES MILITAIRES IMPLIQUES DANS LE COUP D'ETAT REMIS EN LIBERTE

Deux officiers impliqués dans la tentative de coup d'Etat du 11 mai ont été remis en liberté conditionnelle, a-t-on appris le 15 juin. L'ex-lieutenant Edgar Estrada Portillo et l'ex-major Adolfo Diaz Lopez étaient détenus depuis 27 jours à la prison générale de l'armée.

Des cinq civils impliqués dans la même affaire, seul le médecin d'extrême-droite Mario Casteron sera jugé.

#### SCISSION AU SEIN DU PARTI GOUVERNEMENTAL

Le député Otto Baechli, l'ex-ministre de la culture Elmar René Rojas, Francisco Sandoval Villacorta et Luis Escobado ont annoncé le 16 juin la création du Front national pour le changement de la Démocratie chrétienne. Ils s'opposent à la candidature à la présidence de l'actuel ministre des Relations extérieures Alfonso Cabrera.

"Etant donné le style personnalisé, ambitieux, dictatorial et abusif du secrétaire général de la DC, Alfonso Cabrera, nous ne pouvons nous engager à suivre le parti", déclare le Front dans son manifeste.

#### UNE AGENCE DE PRESSE QUITTE LE GUATEMALA

Le 13 juin, le Service d'information et d'analyse du Guatemala (ACEN-SIAG) a annoncé sa décision de s'installer dans un autre pays. L'agence a été récemment victime d'un attentat à la bombe.

Le procureur des Droits de l'homme, Gonzalo Menendez de la Riva, est intervenu auprès du président Cerezo pour que soient garanties la sécurité et la liberté d'expression de la presse et des journalistes; "on ne peut concevoir l'existence d'un état démocratique dans lequel directement ou indirectement, par action ou omission, on réduit au silence les médias".

L'Association des journalistes du Guatemala (APG) a fait part de sa préoccupation en raison de la fermeture de ACEN-SIAG et de l'hebdomadaire "La Epoca". Elle exige du gouvernement démocrate-chrétien des garanties pour l'exercice effectif de la liberté.

#### LE CONSEILLER DU PRESIDENT IMPLIQUE DANS DES DELITS

Oscar Diaz Urquizu, ex-chef de la police des douanes et actuel conseiller du président Vinicio Cerezo, a organisé des services spéciaux de renseignements, a révélé le 15 juin le colonel Carlos Salazar, actuel directeur des douanes.

La déclaration de Salazar devant le Congrès intervient à la suite de l'enquête menée sur l'existence des escadrons de la mort au sein de la police des douanes et l'utilisation de véhicules de cette institution au cours d'enlèvements et d'assassinats politiques.

Par ailleurs, on a appris le décès de José Ernesto Batres, 19 ans, à la suite de coups et tortures: Il était détenu par le 4° corps de la police nationale.

#### LE COUVRE-FEU EST IMPOSE DANS LE QUICHE

Le 14 juin, les habitants du département du Quiché ont dénoncé le couvre-feu imposé par l'armée dans 12 villages de la municipalité de Zacualpa. Ils y voient une mesure pour obliger les habitants à intégrer les patrouilles d'auto-défense civile. Le responsable militaire de la zone, Camilo Gutierrez Mendez, a pris cette décision. Il est désigné comme responsable de la mort de trois villageois de Chimatzats en 1983.

Les habitants expliquent leur refus de participer aux patrouilles par l'absence de rémunération compensant les deux jours de travail perdus et par leur réticence à collaborer avec l'armée.

### ECONOMIE

#### LIBERTE DES PRIX DES PRODUITS DE BASE

Lizardo Sosa, ministre de l'Economie, a décidé le 16 juin de libérer les prix de 9 produits de base dont le sucre, la farine, la viande, le lait et les céréales. Le gouvernement et l'Association des entreprises sucrières auraient passé un accord pour fixer le prix du sucre à 37 centavos (0,15 dollar) la livre. Le prix initial était de 28 centavos.

#### DETTE EXTERIEURE : 4 MILLE MILLIONS DE DOLLARS

Le journal télévisé "Teleprensa" a annoncé le 19 juin que le montant de la dette extérieure était de 4 mille millions de dollars.

Ramiro de Leon Carpio, secrétaire général de l'Union du centre national, s'est prononcé pour la renégociation de la dette extérieure. Pour le député centriste Jorge Skinner Klee, la "démocratie naissante" ne doit pas s'endetter de manière excessive.

### MOUVEMENT POPULAIRE

#### LES SYNDICATS SONT PREOCCUPES PAR LA SITUATION NATIONALE

Le 17 juin, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) s'est déclarée préoccupée par l'aggravation de la crise politique, économique et sociale nationale dont les effets se répercutent sur la majorité de la population.

La classe ouvrière sent chaque jour davantage "la répression ouverte et indiscriminée qui bafoue les droits élémentaires", la vie, le travail et la liberté d'organisation syndicale.

L'UNSI TRAGUA demande à être reçue par le président Cerezo afin de trouver une solution aux différents conflits du travail qui ont surgi dernièrement dans les usines Lunafil, Prokesa, Petrosteel, les accumulateurs Victor et Cavisa, au Comité national pour les non-voyants et les sourds-muets, ainsi que sur le domaine Eskimo.

#### MANIFESTATION CONTRE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

Des centaines de travailleurs appartenant à l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) se sont rassemblés dans la soirée du 17 juin devant le palais gouvernemental.

Les travailleurs des usines Prokesa et Lunafil, du programme Moscamed et du domaine Eskimo ont manifesté de la municipalité de Amatitlan jusqu'au centre de la capitale (28 km).

D'autre part, l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) a rejeté la politique de libération des prix des articles de base qui viole les accords passés le 28 mars entre l'UASP et le gouvernement.

#### LICENCIEMENT MASSIF DANS UNE BANQUE PRIVEE

Une soixantaine d'employés de la Banque immobilière ont été licenciés pour avoir tenté de négocier un contrat de travail collectif.

Les intéressés dénoncent l'absence de justification et l'illégalité de cette mesure ; les lois en vigueur autorisent en effet les travailleurs à négocier des contrats collectifs.

#### DROITS DE L'HOMME

#### TROIS ASSASSINATS A SANTA ROSA

Concepcion Ramos, 37 ans, Albertina Garcia Contreras, 39 ans, Benjamin Lopez, 63 ans, ont été assassinés par balle le 17 juin dans le village La Cabeza, municipalité Oratorio, dans le département de Santa Rosa (sud-est du pays).

D'autre part, les habitants des départements du Quiché et du Huehuetenango se sont plaint de ce que les patrouilles civiles (corps militaires de l'armée) ont menacé de mort 42 paysans de la région, accusés d'occuper des terrains ne leur appartenant pas.